

Marocains du Monde

Le retour aux sources de la diaspora marocaine. Mythe ou réalité ?

(...) Pour les Marocains résidant à l'étranger, le retour au pays devient une possibilité de plus en plus envisagée même s'il est difficile d'avoir des chiffres précis à cet effet !



Par Aladin Reskallah, M.Sc et candidat à une maîtrise en études politiques appliquées de l'Université de Sherbrooke

En ce moment, dans les pays industrialisés, on recherche des solutions pour prévenir le ralentissement économique. L'Europe est essouffée, et l'Amérique du Nord mal en point. L'économie est par donc sans grande surprise au cœur du discours sur l'État de l'Union prononcé par Barack Obama le 24 janvier 2012. L'équilibre des puissances va très certainement être remanié dans les années à venir, et de nouveaux acteurs émergents un peu partout sur la planète, la notion de BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) inventé par Goldman Sachs est de plus en plus d'actualité et d'autres acteurs prennent de l'importance un peu partout sur la planète.

L'Europe, qui a été pendant très longtemps l'eldorado pour les émigrés économiques, n'est plus aussi attirante qu'autrefois. Et même, certains pays se vident de leur population. De l'Espagne, frappée de plein fouet par le chômage, on se tourne vers l'Amérique latine et l'Argentine plus particulièrement. Les grecs commencent également à quitter le navire en train de sombrer petit à petit. Les portugais ne rejoignent plus seulement le Brésil mais également l'Angola, leur ancienne colonie. Il n'est même plus rare de voir les anciens immigrés angolais retourner vers leur pays d'origine.

En ce qui concerne les immigrés maghrébins ayant déserté massivement leur pays pour se tourner vers la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas ou encore le Canada, observe-t-on un phénomène similaire ? Est-ce que l'on est en train d'assister à un retour du bâton et de voir un retour au pays des émigrés ? Souvent, ils se sont formés dans les meilleures universités à l'étranger et ils ont à cœur le

développement économique de leur pays d'origine. Il semble que cela peut être une tendance mais qui ne s'est pas encore vraiment matérialisée. Qu'en est-il vraiment ? Est-ce que cela constitue seulement des cas isolés ou est-ce que l'on peut parler vraiment d'un retour au pays ?

Une rapide navigation sur internet montre que le phénomène du retour au pays ne se compose pas que de cas isolés. Même s'il est difficile d'y voir un phénomène de masse, le débat est instauré. C'est peut-être d'ailleurs à cet effet que le gouvernement marocain a organisé cette année et l'année dernière, des universités d'été afin de rassembler au pays les jeunes d'origine marocaine et vivant à l'étranger. L'objectif étant de faire participer la diaspora à la réflexion sur l'avenir du pays, à les faire redécouvrir leurs racines dans un but pourquoi pas de leur donner envie de revenir au pays afin de participer de l'intérieur à l'essor du pays dont plusieurs estiment qu'il est plein de potentiel.

Une chose est sûre. Pour les marocains de l'étranger, le retour au pays devient une possibilité de plus en plus envisagée même s'il est difficile d'avoir des chiffres précis à cet effet car souvent les sondages sont effectués sur les intentions de retourner au Maroc et non sur le retour lui-même. Une étude de l'institut BVA affirme qu'en France, 26% des immigrés d'origine marocaine affirment envisager un retour au pays. Ce chiffre est de 15 % pour la Belgique.

En 2006, une étude réalisée par Mohamed Kachani du centre Robert Schuman (European University Institute) sur le sujet faisait état d'un tournant récent dans la volonté de rentrer au pays car malgré les politiques des pays d'accueil encourageant un retour au pays, cela ne se produisait pas vraiment en réalité. En 2006, malgré l'évocation de la possibilité par les pouvoirs publics marocains par le programme FINCOME (Forum international des Compétences Marocaines Résident à l'étranger) et la volonté de mise en place d'un programme des Nations Unies nommé TOKTEN (Transfer of Knowledge through expatriate nationals) les résultats positifs se faisaient encore attendre. Même si certaines études citées par Mohamed Kachani dont celle de l'INSEA mettent en évidence des pourcentages élevés de retour au pays de l'ordre de 80 % chez les hommes, ces chiffres sont mis en doute par l'auteur, du fait des conditions de la conduite de l'enquête et des conditions de retour, majoritairement liées à la retraite.

En résumé, l'étude était loin de tirer la conclusion que le retour au pays était

massif bien qu'existant et dans tous les cas qu'il pouvait constituer un gros avantage sur le plan économique

Actuellement, la tendance du retour au pays semble s'accroître quelque peu, ou tout du moins, les initiatives en ce sens commencent à se multiplier. On constate que certaines organisations ont la volonté de faire revenir la main d'œuvre qualifiée comme l'association Maroc entrepreneurs (<http://www.marocentrepreneurs.com/>). Leur volonté avouée est d'« Encourager les marocains à l'étranger ou des personnes fortement attachées au Maroc à créer leur entreprise au Maroc ». Ceci est caractéristique d'un potentiel d'aboutissement de l'idée.

De plus, même si nous nous sommes

Désolé Madame Marois: il faudrait bien écouter Bernard!



Par Dr. Kamal El-Batal, Montréal-Canada

A titre d'ex-conseiller à l'exécutif national du parti québécois ayant assumé et participé à plusieurs projets dont, entre autres, l'élaboration de la proposition principale; je me sens dépité et désappointé de la situation du PQ. Certes, je ne cherche pas ici à faire un procès d'attention aux gouvernants de cette formation mais je me réserve, tout de même, le droit d'exprimer mon opinion sur ce parti que j'ai épousé pendant des années.

En matière de gestion stratégique, lorsque les membres commencent à se décomposer ou migrer chez le voisin, il faudrait plutôt se poser de sérieuses questions sur la qualité du management social, politique et organisationnel. Perdre de vue cet aspect, peut conduire vers des conséquences fatales et des situations irréversibles pour toute l'institution.

Lors d'une visite à votre bureau en été 2011, je me souviens vous avoir dit ceci : ne pas confondre leaders-

intéressés majoritairement aux aspects économiques, nul doute que d'autres éléments entrent en ligne de compte comme le fait d'être confronté au racisme, la nostalgie du pays qui peut parfois provoquer une image mentale erronée que l'on se fait du pays ou encore les aspects religieux et culturels. Si le retour au pays est encore loin d'être systématique, et si lorsqu'il prend forme, il n'est pas toujours rose, force est de constater que c'est un phénomène nouveau qu'il faudra surveiller au cours des prochaines années. Si la tendance n'est pas encore confirmée, les gouvernements québécois et canadiens auraient peut-être intérêt à s'y pencher dès à présent afin de réfléchir à la façon de faire face à la situation.

hip et légitimité. En effet, lors du XVIe congrès, les délégués vous ont accordé la légitimité d'assumer la chefferie de cette formation par un vote frôlant les 94%. Or, cela ne signifie aucunement « être ou agir à titre de leader efficace ».

Le leadership efficace est un processus par lequel les parties prenantes (leader et son équipe) s'influencent mutuellement en vue d'atteindre certains objectifs. Cela ne peut avoir lieu que si l'écoute, la confiance, la connaissance de ses capacités, valeurs et surtout savoir comment les autres (militants, citoyens, société, etc.) nous perçoivent.

Abstraction faite des motifs et raisons, les faits sont tangibles: sept députés ont quitté le navire, les sondages ne sont pas vraiment favorables pour une formation qui aspire à la primauté du Québec.....Pire, on ignore si l'hémorragie prendra l'ampleur ou pas.....et, par principe de précaution, il faudrait mettre fin à l'enlisement. En conséquence, l'alliance telle que proposée par Bernard Drainville me semblerait une des voies, pour le moment, assez prometteuse. Le cas échéant, on tombe dans le piège du déni qui, en réalité ne représente qu'un mode de défense éphémère face à une situation assez préoccupante.

Note:

Kamal El-Batal fut Conseiller National du PQ, (de 2009 à 2011).